PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

La Lutte Ouvrière

Organe Mensuel du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léniniste)

10 JUILLET 1939

4e ANNEE — Nouvelle Série — No 1

Le Numéro : 0 Fr. 75

Rédaction - Administration :
MAURICE LEGUE
Boîte Postale N° 30
PARIS (15e)

ABONNEMENTS

France et Colonies : 12 nos 9 Fr.

Etranger : 12 nos 15 Fr.

Compte chèque postal: Pierre Galetti
32.532 Paris

Vraiment où est la démocratie ?

Défendre les démocraties !

De larges couches de la population laborieuse croient dur comme fer que ce mot d'ordre ressassé est essentiellement anti-fasciste.

Pourtant, où est la démocratie dans le camp dit des démocraties ?

Où est la démocratie en France ?

C'est bien en France, de juin 1936 à juin 1939, que les salaires « s'ajustaient » d'une moyenne générale de 25 % alors que les bénéfices des exploitations capitalistes s'élevaient de 40 et 50 %, parfois davantage encore !

C'est bien en France, de juin 1936 à juin 1939, que le coût de la vie, pour une famille ouvrière, subissait une hausse de plus de 60 %.

C'est en France que les salaires des prolétaires, manuels et intellectuels, sont frustrés, par rapport à juin 1936, de 35 % de leur pouvoir d'achat pour que puisse continuer à fonctionner le régime capitaliste.

C'est en France que les capitalistes, eux, opèrent un redressement « vigoureux » de leurs « sacrifices » par une course aux surprofits officiellement prônée par le « géant » des finances Paul Reynaud.

Ici, en France, comme dans tous autres pays capitalistes, une diminution de 400 francs par mois du pouvoir d'achat d'un salaire à 1.500 francs, entraîne des sacrifices réels, sérieux, pénibles, insupportables.

Il est vrai que les surarbitres désignés par le gouvernement français prennent aujourd'hui la somme de 1.000 francs par mois comme minimum vital de rajustement des salaires !

Nous n'avons donc rien à dire, semble-t-il. Il n'y aurait pas encore vraiment « sacrifices » de notre part...

Pourtant les loisirs du bourgeois repu, du financier, de l'industriel, du commerçant accapareur, restent aussi nombreux et variés qu'auparavant ce désagréable « juin 36 ».

Dans la démocratie française, le soleil, la mer, la campagne, ne sont pas pour le « minimum vital ».

Sacrifices communs ? Démocratie ? Allons donc !

Comment expliquer que, démocratiquement, les bénéfices des Aciéries de Longwy, par exemple, puissent, de 9.851.000 fr. en 1936, atteindre 21 millions 630.000 francs en 1938 ?

Par les sacrifices communs ?

Et les impôts — qui, pour Paul Reynaud, ne font pas accroître le coût de la vie, au contraire — sont un peu là pour aider les exploiteurs, par exemple des Aciéries de Longwy.

Et qui assume les charges de plus en plus écrasantes des impôts, sinon la grande masse des exploités des villes et des pauvres gens des campagnes ?

Ainsi, dans le régime capitaliste — démocratique comme fasciste — le capitaliste, le patron, ne participe pas aux « sacrifices » communs aux seuls prolétaires, il exploite d'autant plus les prolétaires que ceux-ci acceptent, en fait, cette duperie des sacrifices à la nation capitaliste.

France égale démocratie ? Allons donc !

La démocratie suppose la suppression des inégalités sociales, matérielles et intellectuelles, par conséquent de leur cause actuelle : le régime d'exploitation de l'homme par l'homme de la France démocratique comme de l'Allemagne fasciste.

Le système démocratique de la France, c'est celui de la classe capitaliste, ce n'est pas celui de la classe ouvrière asservie « démocratiquement ».

Ainsi donc, avec le régime « démocratique » de France, le prolétaire ne peut et ne doit avoir aucun lien de solidarité parce qu'il n'a pas de communauté d'intérêts avec lui, au contraire.

Ici, la différence d'avec les régimes fascistes d'Allemagne ou d'ailleurs, engage le prolétaire, s'il veut éviter de subir le même sort que son frère d'Allemagne ou d'Italie, à défendre coûte que coûte, pied à pied, ses conditions de vie attaquées et amenuisées sans cesse à l'aide de l'arbitrage obligatoire et autres systèmes de collaboration avec le régime. Le prolétaire peut encore et doit défendre les libertés démocratiques menacées, bafouées, détruites peu à peu, une à une.

Les récents décrets-lois de Daladier, le républicain du 14 juillet 1935, le républicain des foires électorales, interdisent la pratique de l'internationalisme sous prétexte de condamner toute propagande d'impulsion étrangère. Dirigés momentanément contre quelques émules d'Hitler, quel en sera l'usage contre les révolutionnaires ?

Cagoulards, hier emprisonnés, bénéficient des lois et de la liberté de la démocratie française ; militants ouvriers et révolutionnaires, français et étrangers, subissent des emprisonnements multipliés et aggravés.

Cependant qu'aux frontispices des prisons s'inscrit le tryptique du 1789 bourgeois et révolutionnaire : « Liberté, égalité, fraternité ».

Cent cinquantième anniversaire !

Démocratie que cette démocratie « française » ? Allons donc !

Elle est trop vieille pour vivre.

S'allier à cette démocratie bourgeoise condamnée à mort, la défendre, c'est disparaître avec elle.

A la classe ouvrière revient, avant comme pendant la guerre, la tâche de précipiter cet écroulement et d'instaurer la démocratie des prolétaires, le socialisme et sa sauvegarde : la dictature du prolétariat.

L'autre voie, celle du Front Populaire, de l'alliance avec la bourgeoisie démocrate ou libérale pour défendre la démocratie actuelle qui disparaît, fait perdre à la classe ouvrière jusqu'aux quelques libertés démocratiques existantes encore et la livre à la dictature sanglante d'avant ou de pendant la guerre.

Cette dernière voie, celle du Front Populaire ou du Front des Français, nous la rejetons.

Et en ronde de la paix, avec tous les prolétaires du monde contre tous les exploiteurs fascistes ou « démocratiques », nous mènerons l'assaut au régime capitaliste, nous assurerons la défense de la démocratie instaurée par la révolution socialiste.

Dès maintenant, la tâche commence par la construction du parti révolutionnaire prolétarien nécessaire à la lutte de classe des exploités.

LA LUTTE

A NOS LECTEURS

Nos lecteurs liront d'autre part la déclaration du Comité Central sur la crise que vient de vivre notre parti.

La situation difficile créée à notre mouvement par cette crise nous oblige à supprimer « REVOLUTION », organe des Jeunesses et la remplacer par une page spéciale dans « LA LUTTE ».

D'autre part, celle-ci paraîtra momentanément chaque mois (voir appel en page 4).

Notez bien notre nouvelle adresse à laquelle doit être envoyée TOUTE la correspondance : Maurice LEGUE, Boîte Postale n° 30, Paris (15e).

Les prisons « républicaines » sont des Bastilles

RIGAL, STEVE, SCHMIT, honnêtes militants, sont incarcérés depuis des mois (2, 3 et 4 mois). Aucune inculpation, silence de la justice.

Ces excellents camarades auraient-ils commis des crimes ? Qu'on le dise au grand jour, sans manigancer on ne sait quoi dans le secret légal des alcôves des tribunaux !

Les bons démocrates de la IIIe République, qui fêtent le 150e anniversaire de la Révolution de 89, veulent-ils imiter les vigoureux « démocrates » du Kremlin ? Moscou et sa Toubianka se déplaceraient-ils à Paris pour exécuter des « trotskystes » agents de la Gestapo ou de l'Ovra ou du Mikado ?

Ouvrez la bouche, Messieurs les juges et les démocrates du gouvernement !

Le 14 juillet 1939, 150 ans après, laissera-t-on réinstaurer les Bastilles et les lettres de cachet, l'arbitraire ?

RIGAL, STEVE, SCHMIT doivent être libérés immédiatement ou jugés au grand jour !

Déclaration du Comité Central

Le Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste) se reconstruit. Une crise profonde l'a bouleversé durant ces derniers mois. Une partie de ses militants sont entrés dans le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.) dès la fin de janvier 1939. Depuis, d'autres camarades ont suivi la même voie ; récemment, nous étions tous invités à faire de même par l'organisme dirigeant de la IVe Internationale.

Nous n'avons pas cédé, [illegible] nombre de camarades parmi les plus liés au mouvement ouvrier, et ainsi que l'avait décidé démocratiquement à la majorité, le Congrès National du P.O.I. des 15 et 16 janvier 1939, le décret de reconnaissance que le P.S.O.P. constituait l'élément **essentiel**, dans la période présente, du regroupement révolutionnaire prolétarien.

Nous sommes, en publiant « La Lutte Ouvrière », organe du P.O.I., indisciplinés à l'égard de la politique et des décisions du Comité Exécutif de la IVe Internationale. En conséquence, le P.O.I. n'est plus la section française de la IVe Internationale. Ainsi, après avoir encouragé la scission des rangs du P.O.I. au cours de son congrès national pour qu'entre dans le P.S.O.P. la minorité, après avoir passé outre aux décisions d'un congrès national maintenues par la direction du P.O.I., le Comité Exécutif a pris la responsabilité de rompre organisationnellement avec le P.O.I.

Aujourd'hui, le Parti Ouvrier Internationaliste, ex-section française de la IVe Internationale, commence modestement. Ses forces sont peu nombreuses, mais composées de militants pour la plupart formés à la politique de la IVe Internationale, avertis des problèmes de la politique ouvrière. Notre fidélité au programme de la IVe Internationale ne saurait se mesurer sous l'angle de notre refus à entrer dans le P.S.O.P., mais à nos actes et à notre politique pour inscrire la IVe Internationale dans la vie politique de la classe ouvrière et dans ses luttes à venir quelle que soit la situation où elles surgissent.

Nous avons décidé de publier mensuellement « La Lutte Ouvrière » et notre Bulletin syndical. Notre activité politique locale sera réduite mais suivie. Elle ne conduira pas immédiatement à entraîner des actions de masse, contrairement aux espoirs développés dans nos rangs par les protagonistes de l'entrée, sur les possibilités rapidement utilisables dans ce sens, par l'entrée dans le P.S.O.P.

Or, avec une organisation plus nombreuse, mais socialement et politiquement hétérogène, le P.S.O.P. est réduit, d'une part, à une lutte contre le courant, isolé des masses, d'autre part, pour se donner une impression de lutte de masses, à se lier, indépendamment de la politique révolutionnaire, avant tout à l'aristocratie ouvrière anti-stalinienne des syndicats, par l'intermédiaire de la bureaucratie syndicale réformiste « pacifiste » du Centre de liaison de lutte contre la guerre.

Dans cette situation, l'existence et la vie du P.O.I. constituent une contribution nécessaire à la construction d'un parti révolutionnaire bâti sur le programme de la IVe Internationale. Nous nous engageons avec confiance dans cette voie, sans forfanterie. Nous voulons gagner les ouvriers avancés, participants actifs des luttes ouvrières de ces dernières années, qui cherchent présentement un centre de regroupement politique sérieux, responsable, même faible numériquement.

Camarades, nous sommes persuadés que dans les mois à venir, les dirigeants de la IVe Internationale sanctionneront l'erreur de leur politique en France, par la réadmission du P.O.I. comme section française de la IVe Internationale.

Paris, le 20 juin 1939.

Le Comité Central du P.O.I.

La Vie Internationale

Les canons vont-ils parler ?

Voici le monde jeté à nouveau dans l'angoisse. Comme en septembre dernier, les nuages s'amoncellent sur le ciel déjà sombre de l'Europe. Le danger du plus effroyable des carnages pèse sur l'humanité. Les foyers d'incendie qui ont déjà causé tant de deuils et de ruines en Abyssinie, en Espagne, en Chine, se multiplient, s'élargissent, risquent d'embraser le globe. Par une abominable campagne d'excitation et de haine, les peuples sont dressés les uns contre les autres, prêts à s'entregorger, à s'exterminer pour des buts trompeurs. Nous voulons l'espace vital pour nos peuples d'Allemagne et d'Italie, hurlent les misérables autocrates qui ont assassiné, détruit, emprisonné la fleur des peuples allemand et italien et qui font régner dans leurs pays la plus nauséabonde des dictatures. Nous voulons défendre la paix, la liberté, la démocratie, répondent les tenants des coffres-forts et les admirateurs de Hitler, de Mussolini ou de Staline, des pays « démocratiques ».

Tout cela n'est que muflerie, que mensonge.

La réalité est bien différente. La guerre qui se prépare, la guerre qui peut éclater aujourd'hui, demain, dans 48 heures ou dans six mois, ne sera que l'explosion des appétits insatiables et morbides engendrés par l'impérialisme. Comme en 1914 et plus qu'en 1914, il s'agit uniquement de sources de matières premières, de marchés d'écoulement des produits finis, de zones d'influence, d'investissement de capitaux et de profits. L'équilibre instauré sur les montagnes de cadavres et sur le ruines non encore reparées de la première guerre impérialiste mondiale, est terminé. Il a été détruit par l'éclosion des nouvelles contradictions. Et pour les divers clans impérialistes, il s'agit, aujourd'hui, de savoir lesquels parmis les exploiteurs du peuple auront la primauté dans le nouveau partage du monde.

(Suite page 2.)

Le Trust Hachette et la Grande Presse contre les marchands de journaux

Le 1er juillet, les marchands de journaux (kiosques, boutiques, terrasses) avaient la désargréable surprise de trouver dans les paquets de papier que leur livre Hachette, une circulaire leur indiquant que leur remise était réduite de 20 %. Pour les quotidiens, la remise passe de 21 à 17 %, pour les publications de 25 à 20 %.

Les Messageries Hachette et le Syndicat de la Presse Parisienne, que préside l'illustre M. Chauchat, ont ainsi décidé sans préavis, sans consultation du Syndicat des Marchands de Journaux, que ceux-ci devaient participer aux « frais écrasants dont les journaux supportent la totalité ».

Ce sont donc les salariés qui auront à payer les larges subventions que s'octroyent tous les requins du journalisme et de la finance.

Les marchands de journaux ne se laisseront pas déposséder de 20 % de leurs bénéfices et réduire leurs conditions de travail qu'ils ont acquises en 1936. Ils commencent à résister vigoureusement, leur mouvement a toute la sympathie de notre journal qui continuera à leur être livré aux conditions antérieures.

La déflation commencée dans cette catégorie de travailleurs n'est que la conséquence de la politique monstrueuse envers la classe ouvrière d'un gouvernement tout dévoué au capital.

Après cette tentative, M. Chauchat essaiera-t-il de faire passer les quotidiens à 0 fr. 60 ? Ce n'est pas exclu.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Les dernières sentences surarbitrales rajustant les salaires viennent d'être rendues pour la plupart des industries, dans toutes les régions. Deux principes nouveaux sont nés qui marquent la fin pratique de toute augmentation des salaires par voie d'arbitrage,: d'une part, les salaires réels ne sont plus rajustés, seuls les salaires minima des conventions le sont ; d'autre part, les taux de rajustement portent sur un « salaire minimum vital » fixé à 1.000 fr. par mois, dans la Région Parisienne, pour un manœuvre marié sans enfant. Ces taux sont maintenant de l'ordre du tiers des pourcentages d'augmentation des indices officiels du coût de la vie, eux-mêmes inférieurs à la réalité.

♣

Le mécontentement naît dans les entreprises qui, dans les industries de consommation, travaillent au ralenti. Les atteintes répétées contre la liberté d'opinion, le droit aux congés payés, les droits des délégués, commencent à réveiller les énergies. Ce réveil est sensible même dans les entreprises qui travaillent pour la guerre. La pratique des 54 ou des 60 heures accroît le nombre des accidents du travail. Les accidents mortels se succèdent comme par exemple chez Renault. De plus, l'épuisement rapide des crédits de guerre obligera les patrons et le gouvernement à diminuer le nombre des heures supplémentaires et la disparition des « grosses payes » aidera au réveil général.

♣

Cependant, la plupart des Syndicats ouvriers ont encore des directions staliniennes qui canalisent le mouvement pour mieux l'endiguer. Dans ce but, la Fédération des Métaux et celle du Bâtiment ont établi des programmes revendicatifs qui risquent de désillusionner les ouvriers, car ces Fédérations ne veulent pas organiser la lutte qui permettrait la réalisation desdits programmes. La politique de la diplomatie russe qui fait traîner les pourparlers en vue de l'accord anglo-franco-russe, permet cette apparence de redressement, tandis que les réformistes accusent leurs collègues staliniens de faire de l'agitation « dans un but politique » et justifient ainsi leur propre politique de collaboration.

♣

Trahis aussi bien par ceux qui « savent terminer une grève » que par ceux qui savent parler aux patrons, les ouvriers pourront-ils se ressaisir et se dégager de cette gangue ?

(Suite page 3.)

LIRE EN PAGE 2 :

Nous et le P. S. O. P.

Lettre de Trotsky à D. Guérin

Les canons vont-ils parler ?

(Suite de la page 1)

Pour le prolétariat, toutefois, il ne suffit pas de comprendre le caractère réel de la guerre menaçante. Il faut aussi qu'il se rende compte pourquoi il se trouve acculé aujourd'hui à un danger si grave. Or, la cause réside dans la politique de trahison de la social-démocratie, d'une part, et dans les erreurs, d'abord et dans les trahisons sanglantes et cyniques ensuite, de ce qu'on appelle encore l'Internationale Communiste. C'est la trahison de la social-démocratie qui a permis au capitalisme, ébranlé par la guerre de 1914-18, de se survivre et de préparer ses nouveaux méfaits. Et ce sont les erreurs et les crimes de l'Internationale soi-disant Communiste qui ont empêché le prolétariat de se relever et de mener le combat victorieux contre l'ennemi de classe. Dans la défaite de la Révolution chinoise en 1926-27, dans celle cent fois plus monstrueuse du prolétariat allemand en 1932 et dans celle tout récente de la révolution espagnole, se trouvent les étapes préparatoires de la tragique situation actuelle. Et ces messieurs, les bureaucrates social-staliniens, au lieu de reviser leur politique dans l'intérêt du prolétariat international, s'embourbent toujours davantage dans la fange de leurs crimes. Ce sont eux, et particulièrement les domestiques de Staline, qui poussent le prolétariat dans les reins, pour lui faire accepter joyeusement la prochaine. Ce qui ne les empêchera pas, le cas échéant, de se battre bien loin à l'arrière, en chantant la mort glorieuse des autres. Nul doute que les remarquables panses des Thorez, des Duclos, des Gitions et Cie, ne sachent trouver un abri et se réserver aussi pour le lendemain.

Le prolétariat doit se rendre compte aussi que toute atténuation de la lutte de classe, tout pas vers la collaboration entre exploités et exploiteurs, facilite et rapproche la guerre. C'est seulement après avoir maté par la violence ou domestiqué par la corruption morale et politique le prolétariat, que les maîtres des Etats peuvent s'aventurer dans la guerre impérialiste. Et les domestiques appointés de Staline qui veulent « l'unité française » (?) le savent très bien, eux, qui sont corresponsables de l'hécatombe de révolutionnaires, opérée par leurs pourvoyeurs en Russie, en Espagne et en Chine.

Encore une fois, les masses travailleuses ne pourront trouver leur salut que dans leur action de classe, nationale et internationale. Ce sont les prolétaires de tous les pays qui peuvent former la ronde de la paix. Dès maintenant, ils doivent se sentir et agir comme des frères. Les rivaux, les antagonistes de leurs maîtres ne sont pas les leurs. Et leurs ennemis ne sont pas les exploités des autres pays, mais leurs exploiteurs. C'est en se libérant de ceux-ci qu'ils réussiront à vaincre la guerre.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LE BLOCUS DE TIEN-TSIN

L'événement le plus grave pour ses conséquences possibles, non seulement en Asie, mais aussi en Europe, est le blocus de la concession anglaise de Tien-Tsin par les Japonais. An connaît les faits. Sous prétexte que les autorités locales anglaises refusèrent de leur livrer 4 Chinois accusés du meurtre d'un policier, les Japonai ont bloqué les concessions anglaise et, à cause de sa position topographique, française. Mais une fois le blocus effectué, il a été clair que l'opération japonaise se proposait des objectifs bien plus importants. En effet, la livraison des quatre Chinois passa bientôt à l'arrière-plan pour laisser la place à d'autres revendications japonaises visant à une modification profonde du régime des concessions en Chine et à imposer à l'Angleterre sa collaboration pour liquider la résistance des forces de Tchang-Kai-Chek. Il est hors de doute que le blocus des concessions anglo-françaises de Tien-Tsin, ainsi — quoique sur un autre plan — que le débarquement des fusiliers japonais à Soua-Téou, et dans d'autres ports chinois, ont pour but immédiat d'en finir au plus vite avec la résistance des forces nationales chinoises. Mais il est hors de doute aussi que les deux opérations rentrent dans le plan général du Japon qui est celui d'être le seul maître en Chine et de jeter à la mer ses concurrents d'Europe et d'Amérique. Le Japon veut profiter des difficultés que rencontrent les anglo-français en Europe pour régler leur compte en Asie.

Aujourd'hui, le Japon reprend et modifie sournoisement à son avantage les aspirations anti-impérialistes du peuple chinois. Il se présente comme le libérateur de la Chine de ses exploiteurs blancs. Malheureusement, comme la révolution chinise a été vaincue, cette « libération » ne ferait que mettre le peuple chinois sous la coupe d'un brigand encore plus insatiable.

LES TRACTATIONS ANGLO-FRANCO-RUSSES

Ces tractations commençaient par être l'objet de la risée générale, mais au fur et à mesure que la situation s'aggrave, la risée est en train de se muer en grimace. L'opinion publique en France et en Angleterre commence par se demander si on ne la mène pas par le nez ! Il faut le dire carrément : si ces tractations traînent si pitoyablement en longueur, la faute en revient aux trois gouvernements. Car chacun d'eux se place exclusivement du point de vue de *ses intérêts* particuliers. Mais la position de la Russie stalinienne surpasse de mille lieues celle de l'Angleterre et de la France par son hypocrisie et par ses incroyables prétentions. Nous ne savons pas si les trois gouvernements réussiront à la fin à se mettre d'accord, mais une chose est certaine : *étant donnée la base sur laquelle les tractations ont été posées par la diplomatie russe*, leur réussite constituera l'événement diplomatique le plus grave de ces vingt dernières années. En effet, ce que la Russie exige, c'est de pouvoir mettre la main sur les Etats Baltes le jour où elle le voudra. Ce n'est pas sur la ligne de l'invasion de Prague, mais sur celle de l'invasion de l'Albanie que se placent, en réalité, les exigences moscovites. Et la France et l'Angleterre, au nom de la « démocratie » devraient lui donner leur blanc-seing et lui prêter tout l'appui nécessaire à la besogne ! D'autre part, après la protection anglo-française à la Pologne et à la Roumanie, celle des Etats Baltes est presque le seul problème qui peut intéresser la Russie. Elle n'a plus rien à craindre sur toute la longueur de la frontière polono-roumaine. Si ces deux Etats devaient être attaqués, la Russie aurait tout le temps nécessaire devant elle pour leur marchander son aide. Le seul intérêt réel de la Russie se trouve dans la Baltique. En dehors de cette région, la Russie n'a aucun intérêt à se lier par des traités qui ne lui apporteraient aucun avantage et lui donneraient seulement des obligations.

En protégeant la Pologne et la Roumanie, France et Angleterre ont, automatiquement, rendu un service énorme à la Russie, sans contre-partie aucune. En compensation de ce service, la diplomatie stalinienne paye les « démocraties » anglo-française par une véritable politique de chantage. Elle préfère rester à la fenêtre. Et comme son commerce, selon la déclaration récente d'un de ses diplomates, n'est pas lié à sa politique, elle pourra ravitailler les uns et les autres pour qu'ils se tuent le plus longtemps possible.

L'ACCORD FRANCO-TURC

Le 23 juin a été signé à Paris un accord entre la France et la Turquie. Il s'agit d'une déclaration analogue à celle passée entre la Turquie et l'Angleterre et qui constitue, en quelque sorte, la préface à un accord définitif et considérablement plus élargi. Cet accord plus étendu est en préparation. Les parties les plus importantes de la déclaration signée sont celles contenues dans les points 3 et 5, par lesquelles les deux parties contractantes se déclarent prêtes à coopérer et à se prêter toute l'aide possible au cas d'un acte d'agression qui conduirait à *une guerre dans la région méditerranéenne*, et reconnaissent qu'il est nécessaire *d'assurer l'établissement de la sécurité dans les Balkans.*

On voit tout de suite l'importance et la porté de cet accord. Selon ses propres termes, la coopération franco-turque (et anglo-turque, c'est-à-dire : anglo-franco-turque) se manifestera dans la *région méditerranéenne* et *dans les Balkans*. Cela veut dire, d'abord, que les Dardanelles resteront ouverts, en cas de conflit, aux flottes franco-anglaise. Les communications resteront donc possibles avec le pétrole et le blé roumain et avec le pétrole et le blé russe. Cela veut dire aussi l'intangibilité du Canal de Suez et la protection assurée de toute la région qui va du Golfe d'Alexandrette à Port-Saïd. D'autant plus que le Golfe d'Alexandrette restera sans doute à la disposition des flottes anglo-française et d'autant plus qu'un accord est en train d'être mis sur pied avec l'Egypte pour le faire entrer dans le même système défensif.

En ce qui concerne les Balkans, il est certain que l'accord franco-turc se propose de renforcer l'Entente Balkanique et, surtout de couper toute velléité espansive nouvelle de l'Italie dans cette région. Comme il fallait s'y attendre, l'Italie n'a pas tardé à réagir. Après la conquête de l'Albanie, elle se considère comme la plus grande des puissances balkaniques. Elle considère, donc, les Balkans comme son *espace vital*. C'est pourquoi elle s'est empressée d'envoyer en Albanie le Maréchal Badoglio dans le but évident d'examiner la situation au point de vue militaire. Il parait, aussi, que des concentrations massives de troupes italiennes ont été effectuées ces derniers jours à la frontière albanaise de la Grèce.

De toute évidence, la tension ne fait qu'augmenter en Méditerranée orientale et dans les Balkans. Mais c'est parce qu'on prépare la paix !

La France a payé cet accord par la cession à la Turquie du sandjak d'Alexandrette. Nous avons, là aussi, dans le camp des « démocraties », une de ces manifestations de brigandage impérialiste qu'on s'efforce de faire voire seulement du côté des puissances fascistes En violation flagrante de tous les traités concernant la situation du sandjak, la Turquie a réussi à enlever le morceau. La France a conclu un marchandage qui, à lui seul, jette une lumière aveuglante sur le caractère « démocratique » de la prochaine. Elle n'a pas seulement coupé de la Syrie le sandjak (environ 5.000 kmq. et 250.000 habitants, dont la majorité non turques), mais elle a livré sans aucune défense, sans aucune garantie, les populations non turques du sandjak, à l'arbitraire absolu de la Turquie. Donnant, donnant ! Mais on donne surtout ce qu'on a pris aux autres !

Ajoutons, à ce propos que *Le Populaire* et *l'Humanité* ont approuvé le marchandage.

DANTZIG

Dans ces derniers jours, l'« affaire » de Dantzig a rebondi au premier plan des événements d'Europe. La vie internationale est concentrée autour de cette ville qui, par ironie du sort, est appelée « ville libre ». L'Allemagne hitlérienne travaille de toutes ses forces pour résoudre à son profit ce problème. Comment s'y prendra-t-elle ? Impossible de le prévoir. Toujours est-il que des forces et des armes sont amenées ouvertement sur place pour crever l'abcès. Les jeunes gens allemands de la ville sont encadrés et entraînés militairement pour toute éventualité. Les menaces de guerre, d'une guerre qui embraserait en quelques heures l'Europe entière, d'immanentes sont devenues imminentes. Désormais, aucun doute n'est plus possible : le rattachement du territoire dantzicois à l'Allemagne, de quelque façon que ce soit provoquerait la catastrophe générale. La Pologne a fait savoir qu'elle ne tolérera pas une opération de la sorte. L'Angleterre, par sa note du 23 juin, en même temps qu'elle propose la collaboration à l'Allemagne, fait savoir qu'elle serait aux côtés de la Pologne si celle-ci considérait comme une nécessité vitale d'y répondre par les armes. Chamberlain a fait la même déclaration répondant à une question posée aux Communes.

Lord Halifax a fait un discours exprès pour mettre en garde l'Allemagne sur les conséquences d'une modification unilatérale du *statu quo*. Daladier, avant l'Angleterre, a fait entendre la même voix. Des mesures, comme si l'énorme carnage devait commencer du jour au lendemain sont certainement prises par les divers Etats-Majors. Le général Gamelin, qui devait se rendre en Corse est revenu précipitamment à Paris. On devine pourquoi.

Une guerre pour Dantzig ? Evidemment, il ne s'agit pas de cela. Mais Dantzig est devenu, pour tout un enchevêtrement de faits, un bastion autour duquel les deux blocs impérialistes mettent en jeu leur avenir en Europe et dans le monde. Qui cède sur Dantzig est battu probablement pour longtemps. Mais pour le prolétariat, mais pour les travailleurs de la tranchée d'ici et de la tranchée d'en face, quelle signification pourrait avoir une telle guerre ? Ils y perdraient, avant tout, toute survivance de liberté qu'encore ils possèdent dans certains secteurs européens. Ils y laisseraient des millions et des millions de cadavres. Leurs conditions de vie deviendraient intolérables. Toute une civilisation sombrerait et l'humanité serait rejetée dans la plus effroyable des barbaries. Et tout cela pour rester enchaînés, chez les « vainqueurs » et chez les vaincus, à l'esclavage capitaliste.

LES DECISIONS DU CONGRES AMERICAIN

Le Congrès des représentants de l'Amérique du Nord a décidé, la semaine dernière, de modifier l'acte de neutralité par lequel, en cas de guerre en Europe, l'Amérique pourrait exporter des armes aux belligérants capables de les transporter avec leurs propres moyens et de les payer comptant. Selon les nouvelles dispositions l'embargo sera maintenu sur les « engins capables de causer la mort », c'est-à-dire sur les armes et les munitions.

A notre avis, cette décision aura des conséquences beaucoup moins importantes en cas de guerre qu'elles n'apparaissent tout d'abord. En premier lieu, parce que cette décision peut toujours être modifiée par une autre décision. Ensuite, parce que les marchands de canons trouveront toujours le moyen de tourner la loi et de faire allègrement leurs affaires. Tout au plus, il s'agira d'augmenter les prix avec l'augmentation du risque. Si, en outre, les nouvelles dispositions, comme il parait, ne sont pas applicables à l'Amérique latine, le tour est déjà trouvé : ce seront des sociétés montées en Amérique latine qui achèteront les « engins capables de causer la mort » et qui les expédieront aux vrais destinataires. Dans ce cas, les « engins capables de causer la mort » sortiront des ports américains et prendront la voie la plus courte pour l'Europe, sans même toucher l'Amérique latine. Ce qui n'empêchera pas le bon philistin américain d'avoir la conscience tranquille. Et d'empocher le gain !

Nous et le P.S.O.P.

Le refus du P.O.I. de se dissoudre pour entrer dans le P.S.O.P. a été diversement interprété, non seulement par les Psopistes traditionnels, mais aussi par nos propres camarades « entristes » de la première, deuxième ou troisième couvée, soit en France, soit dans l'Internationale. Sectaires impénitents, nous disent les uns ! Vous êtes des syndicalistes, nous lancent les autres. Gens qui vivent en dehors de la réalité, ajoutent, imperturbables, les troisièmes. Laissons de côté ces définitions un peu vieillottes qui n'ont pour but que de couvrir la platitude, l'incohérence et le jugement à retardement de ceux qui s'en servent. La réalité est beaucoup plus simple.

Nous sommes convaincus, d'abord que le P.S.O.P. est un parti centriste ossifié, c'est-à-dire qu'il est incapable d'évoluer en tant que parti, sur des positions programmatiques révolutionnaires, même en lui pratiquant des ponctions considérables de forces bolchevik-léninistes. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait, au sein de ce parti, des éléments révolutionnaires susceptibles d'être gagnés et de devenir des militants de premier ordre. Mais la condition première pour attirer à nous ces bons éléments, c'est l'existence même de l'organisation révolutionnaire qui, par la clarté de ses idées, et par son activité constante au sein de la classe ouvrière, puisse constituer un pôle vers lequel s'orientent les forces saines du prolétariat. C'est donc essentiellement par une politique clairvoyante de front unique, et par un travail acharné de persuasion, que nous pourrons grouper sous notre drapeau les éléments sincèrement dévoués à la cause prolétarienne. La politique de Front unique aurait permis au Parti (et devra lui permettre dans l'avenir, malgré son affaiblissement causé par les scissions récentes), la critique la plus impitoyable du centrisme, et la résolution la plus correcte des problèmes d'organisation qui jouent un si grand rôle — et qui touchent tant de susceptibilités — dans l'évolution des individus et des formations politiques tout entières.

En entrant dans le P.S.O.P., par contre, nos camarades ont masqué, déformé, renié même, leurs positions politiques et ont envenimé d'autant plus les problèmes d'organisation. Cette attitude n'a fait que servir les centristes ossifiés aux divers échelons du parti.

Ensuite, après une expérience de plusieurs années, nous considérons aussi qu'un des problèmes les plus importants à résoudre pour le Parti est celui du milieu de son travail. Pour nous, être le parti de la classe ouvrière n'est pas et ne doit pas être une simple expression littéraire, une conception abstraite, une mode intellectuelle. Etre le parti de la classe ouvrière implique avant tout : travailler parmi les ouvriers pour y faire pénétrer la conscience de classe, pour la développer et pour profiter de leurs réactions contre les diverses formes de l'exploitation capitaliste pour les amener, à travers la lutte et par l'éducation théorique, à la conscience politique, à la conscience révolutionnaire. Or, pour toucher ces ouvriers, pour être à leur côté, ce n'est pas particulièrement dans le P.S.O.P. que les membres du parti doivent militer, mais dans les usines, dans les syndicats et dans le Cercle Lutte de classe. Nous comprenons très bien que des camarades, manquant de par leur situation sociale et aussi par une certaine déviation intellectuelle, de toute liaison vivante avec la classe ouvrière, aient été amenés à chercher à expliquer qu'il n'y avait plus d'activité possible hors du P.S.O.P. Cela signifie, selon nous, que ces camarades se sont adaptés, au moins pour l'instant, à suivre la ligne si peu bolchevik du moindre effort. Mais, en tout cas, leur choix est compréhensible. C'est pourquoi nous ne dramatisons pas leur départ. Avec les bons éléments, nous nous rejoindrons aisément dans un avenir que nous espérons proche. Le départ des autres sera définitif et sera autant de gagné pour le parti et pour le prolétariat.

En s'accrochant avec acharnement aux usines, aux syndicats et autres formes de rassemblement de la classe ouvrière, le parti répond d'abord à une nécessité vitale de son noyau prolétarien. Ce n'est pas par hasard que la presque totalité des éléments ouvriers du parti et de ceux qui ont des responsabilités directes et définies devant la classe ouvrière restent au parti et sont d'accord pour le continuer. En second lieu, à travers le milieu choisi, le parti a le contact permanent le plus sain avec les éléments ouvriers du P.S.O.P. Troisièmement, c'est en travaillant dans ce milieu que nous réussirons à revêtir le squelette du parti avec de la chair prolétarienne, de la chair ouvrière. Car c'est là un de nos buts essentiels. Nous voulons modifier radicalement la composition sociale du parti. Nous voulons avoir avec nous des ouvriers en chair et en os, et non nous limiter à écrire le mot « ouvrier » sur le papier. Nous préférons perdre des dizaines de déracinés ou de soi-disant intellectuels, si cela est nécessaire, pour gagner un seul ouvrier à la semelle lourde, à l'œil alerte, au poing solide et ayant la confiance des exploités comme lui. Et les vrais intellectuels nous approuveront et seront avec nous.

ARC.

Léon Trotsky à Daniel Guérin

N.D.L.R. — Nous publions la lettre de notre camarade Trotsky à Daniel Guérin, un des dirigeants du P.S.O.P. Cette lettre est extraite du n° 1 du Bulletin de la Quatrième Internationale.

CENTRISME ET IVe INTERNATIONALE

Cher camarade Guérin,

J'ai reçu votre lettre, en même temps que la lettre officielle de Marceau Pivert. Je vous suis fort reconnaissant de l'exposé de votre point de vue personnel, quoique — ce que, d'ailleurs, vous prévoyiez — je ne puisse le partager.

Vous pensez, à la différence de Pivert, qu'il n'y a pas de « divergences sérieuses » entre nous. J'admets pleinement qu'il existe à l'intérieur de votre parti diverses nuances et que certaines d'entre elles soient fort proches des conceptions de la IVe Internationale. Mais la tendance qui domine, semble-t-il, dans la direction et que Pivert exprime n'est guère moins séparée de nous que par un abîme. Je m'en suis convaincu précisément par la dernière lettre de Pivert.

Pour déterminer la physionomie politique d'une organisation, il est d'une importance décisive d'examiner la continuation internationale de sa politique nationale. C'est par là que je commencerai. Dans ma lettre à Pivert, j'avais exprimé ma surprise de voir que votre parti pouvait encore, après l'expérience des dernières années, se trouver en alliance politique avec l'Independent Labour Party (I.L.P.) d'Angleterre, avec le P.O.U.M. et autres semblables organisations — contre nous — et cela en dépit d'une expérience toute récente : hier encore, Pivert se trouvait en alliance politique avec Walcher — contre nous. Votre parti est un parti nouveau. Il en est encore à prendre forme, il n'a pas encore (en un certain sens, heureusement !) de physionomie définitive. Mais l'I.L.P. existe depuis des dizaines d'années, son évolution s'est effectuée sous nos yeux, tout fut en son temps établi, analysé et, en grande partie, prédit. Le P.O.U.M. a traversé une grandiose révolution et a pu révéler sa véritable figure. Dans ces deux cas, nous ne raisonnons pas sur les possibilité futures d'un parti qui ne fait que prendre forme, mais nous avons affaire à de vieilles organisations éprouvées par l'expérience.

N.D.L.R. — Ici nous avons dû à regret, tenant compte d'une place restreinte, ne pas publier trois paragraphes consacrés à l'I.L.P., au P.O.U.M. et la leçon d'Espagne, problèmes déjà traités antérieurement par Ttrotsky.

LE JEU DE CACHE-CACHE

Il semble à Marceau Pivert qu'il a compris les conditions et les leçons de juin 36. Non, il ne les a pas comprises, et son incompréhension se manifeste de la façon la plus claire dans la question du P.O.U.M. Martov traversa la révolution de 1905 et ne s'en appropria nullement les leçons : il le montra dans la révolution de 1917. André Nin écrivit des dizaines de fois — et tout à fait sincèrement — qu'il était « en principe » d'accord avec nous, mais en désaccord quant à la « tactique » et au « rythme ; il n'a d'ailleurs, hélas ! jusqu'à sa mort jamais trouvé la possibilité de dire une seule fois **clairement et précisément** en quoi exactement il était d'accord et en quoi il ne l'était pas. Pourquoi ? Parce qu'il ne le disait pas à lui-même.

Marceau Pivert dit dans sa lettre que sa seule divergence avec nous est dans l'appréciation du « rythme » et lui-même mentionne en outre une divergence analogue en 1935. Mais précisément quelques mois plus tard, en juin 1936, se sont déroulés de grandioses événements qui révélèrent complètement quelle était l'erreur de Pivert dans la question du rythme. Pivert se trouva pris à l'improviste par ces événements, car en dépit de tout, il continuait à rester un ami de « gauche » auprès de Léon Blum, c'est-à-dire auprès du pire agent de l'ennemi de classe. Le rythme des événements ne s'adapte pas au rythme de l'indécision centriste. D'autre part, les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le « rythme », la « forme » ou le « ton ». Vous pouvez retrouver cette manière centriste de jouer à cache-cache avec les faits et les idées dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire.

Concernant le problème de la révolution espagnole, le problème le plus important de ces dernières années, la IVe Internationale a donné à chaque étape une analyse marxiste de la situation, une critique de la politique des organisations ouvrières (surtout du P.O.U.M.) et un pronostic. Pivert a-t-il fait une seule tentative de soumettre à sa critique notre appréciation, d'opposer son analyse à la nôtre ? Jamais ! C'est une chose que les centristes ne font jamais. Ils craignent d'instinct toute analyse scientifique. Ils vivent d'impressions générales et de corrections imprécises aux conceptions d'autrui. Craignant de s'engager eux-mêmes, ils jouent à cache-cache avec le processus historique.

LA POLITIQUE SYNDICALE

(*Suite de la page 1.*)

Non seulement, les révolutionnaires se posent cette question, mais avec l'ensemble des militants ouvriers ils veulent la résoudre. Ils ont eux aussi à se libérer. L'influence des bavards plus ou moins talentueux qui éternisent les discussions sur la lutte de classe en se gardant bien d'y participer, est néfaste et conduit à la somnolence. Marxistes, se disent ces impuissants !

⁂

Le programme de transition de la IVe Internationale constitue la seule base possible de redressement du mouvement ouvrier, il comprend toutes les revendications que ressortent les Fédérations des Métaux et du Bâtiment dans leurs cahiers revendicatifs, à l'exclusion évidemment des concessions faites « aux nécessités de la défense nationale ». Ces concessions constituent le premier abandon de l'ensemble des revendications ouvrières et suffiraient à motiver notre opposition sans qu'il soit besoin d'y ajouter cette deuxième raison : le seul moyen proposé pour aboutir est l'appel aux représentants du défunt Front Populaire.

Face au patronat et à son gouvernement, face à leur soutien dans le mouvement ouvrier, les bolchéviks-léninistes luttent :

— pour le retour aux 40 heures, contre toute dérogation et récupération,

— pour la revalorisation des salaires et l'échelle mobile, contre l'arbitrage obligatoire,

— pour la liberté d'opinion contre le fascisme,

— Pour le contrôle de l'embauche et du licenciement.

Ces revendications n'ont un sens qu'autant qu'elles sont liées à **la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production**, lutte inséparable des formes d'organisation propres à rassembler l'ensemble des exploités qui entrent en lutte contre les patrons. Ces formes d'organisation auxquelles les ouvriers ont recours spontanément (**Comités de grève**) sont très discutées dans le mouvement ouvrier sans qu'il en soit opposé d'autres. Elles s'imposent d'autant plus que les Syndicats ne groupent pas tous les travailleurs et que généralement ils s'opposent au fonctionnement d'une véritable démocratie ouvrière. Faisant abandon de tout sectarisme, les salariés doivent se rallier à la seule forme d'organisation démocratique qui, en suscitant l'expression de tous les courants de la classe ouvrière permet à chacun de vérifier dans les événements de la lutte de classe (défaite ou victoires) la valeur de l'orientation suivie.

Les bolchéviks préconisent le Comité d'entreprise, non comme une panacée, mais parce que l'expérience a montré que c'est le seul moyen d'unir **dans l'action** tous les travailleurs. La confrontation loyale dans l'action des opinions divergentes est à la base de la formation du Parti Révolutionnaire sans lequel il n'y pas de victoire décisive possible de la classe ouvrière.

BARDIN

En marge de Zurich

La F.S.I. et les Syndicats russes

L'unification des organisations syndicales internationales fait l'objet d'un concert de presse qui vise à tromper la classe ouvrière en lui laissant entrevoir des avantages importants dans la réalisation d'une telle unité.

L'EVOLUTION DE LA QUESTION DE L'UNITE

Depuis un an, les positions ont changé, et Citrine, le président de la F.S.I. et des trade-unions anglais, est devenu un ardent partisan de l'unité, de même Belin ne fait plus que des objections secondaires à l'entrée des syndicats russes dans la F.S.I. et la centrale norvégienne qui, jusque-là, s'était abstenue, se range aux côtés des centrales de France, d'Espagne et du Mexique.

Que résultera-t-il finalement de Zurich, où sont représentées 24 confédérations nationales groupant 17.400.000 adhérents, compte non tenu des disparues (Tchécoslovaquie, Espagne) ? Les confédérations de France, Grande-Bretagne, Norvège et Mexique comptent ensemble 9.570.000 membres, leur représentation ne leur donne cependant pas la majorité formelle. Lorsque « La Lutte Ouvrière » paraîtra, la question sera résolue et les 23.000.000 d'adhérents des syndicats russes seront peut-être affiliés à la F.S.I., auquel cas nous serons fondés de croire que les impérialismes « démocratiques » veulent aboutir au pacte anglo-franco-russe, et la guerre est proche. Sinon, c'est que les mêmes impérialismes, déchirés entre eux par des intérêts capitalistes divergents, ne jugent encore pas le sacrifice indispensable. Mais, attention, ne confondons pas l'effet pour la cause et défions-nous des pacifistes inconsistants qui affirment lutter contre la guerre dans une position antistalinienne qui les lie à la politique de la bourgeoisie.

CE QUE SONT LES SYNDICATS RUSSES

Aussi toute la campagne de presse contrôlée par l'U.R.S.S. cherche-t-elle à montrer que les syndicats russes sont indépendants. Puisons à la source dans la « Correspondance syndicale » et la « Correspondance internationale ». Ces organes écrivent : « Comme les classes exploiteuses n'y existent plus (en U.R.S.S.) elles n'ont pas la possibilité d'intervenir d'une façon directe ou indirecte, dans le mouvefent syndical de ce pays. Cela signifie évidemment que les syndicats russes sont indépendants vis-à-vis de toutes influences étrangères à la classe ouvrière ». Et voilà, le tour est réussi, dirait le prestidigitateur du coin. Plus loin, le même organe du 30-6-39 affirme que l'U.R.S.S. est l'Etat des ouvriers et que « leurs efforts ne peuvent donc que soutenir ceux de l'Etat soviétique ».

En France, les ouvriers peuvent encore s'exprimer à l'intérieur de la C.G.T. et travailler pour redresser les luttes ouvrières, tandis qu'en U.R.S.S. les ouvriers ont le devoir d'approuver une politique réactionnaire sinon ils sont mis hors d'état de nuire aux intérêts de la bureaucratie.

Pour s'assurer contre les réactions ouvrières, « les rangs des syndicats furent nettoyés des éléments ennemis » (correspondance internationale 1-7-39). Là-bas, en U.R.S.S., les rationalisateurs, ceux qui font diminuer les temps et les payes, ne sont pas combattus, au contraire : « ce furent avant tout des brigadiers de choc et des ouvriers stakhanivistes que les masses ouvrières proposèrent aux postes de direction du mouvement syndical », affirme le même journal. De plus, les dirigeants syndicaux ont de l'avancement et sont rapidement rendus salidaires de la clique gouvernementale, c'est ainsi que dans la Fédération des travailleurs de l'industrie de la laine, « 659 membres de base ont été désignés, en 1937, à des postes de direction dans les usines et les syndicats ». Ils se sont transformés en « 164 directeurs de service, 21 directeurs d'entreprise, 43 contremaîtres d'ateliers, 30 personnes nommées à des postes supérieurs dans l'organisation du Parti et de la Jeunesse, 34 chargées de travaux pour les Soviets, etc. ». Sans doute les moins fidèles sont-ils restés « membres de base ».

Toujours d'après la Correspondance internationale, les 23.000.000 d'adhérents des syndicats « soviétiques » sont répartis en 350.000 groupes de bases des entreprises et institutions. Ces groupes sont coordonnés par régions, puis par département et par république. L'ensemble des 168 comités centraux des fédérations des républiques est dirigé par un « Conseil central des syndicats soviétiques ».

La dépendance des syndicats russes de la bureaucratie anti-soviétique de Staline, lie ces syndicats à la politique des impérialistes alliés de l'U.R.S.S., les transforme en rouages de l'état anti-soviétique stalinien.

Les ouvriers russes ont donc à conquérir, *par la lutte*, le libre jeu de la démocratie assuré par l'indépendance de leurs organisations syndicales à l'égard de la bureaucratie stalinienne, c'est-à-dire à l'égard de l'état actuel de l'U.R.S.S.

« Aux Patrons français »

C'est le titre d'une brochure éditée par le Comité de Prévoyance et d'Action Sociales qui sert à la C.G.P.F. à publier ce que par tactique elle ne veut pas écrire sous sa responsabilité directe.

La brochure « Aux patrons français » est envoyée à tous les patrons. Elle dit quels sont les droits et les devoirs du patron : il a droit au profit, il doit produire et penser à ses collaborateurs. Jusque-là, rien de nouveau, mais cela se corse dans les deux dernière pages, sous le titre : « Le devoir syndical », les recommandations sont brutales ; « Les patrons absents de formations syndicales sont des déserteurs et des profiteurs : **Déserteurs**, parce que c'est trahir la cause commune de n'être pas au coude à coude quand l'heure est à l'action... **Profiteurs**, parce que le travail des bons soldats servant à tous, bénéficiera même à ceux qui ont failli à la solidarité patronale ».

Et voici la fin, « payez sans renâcler votre cotisation, menez le bon combat pour vos ouvriers, pour vous-mêmes, pour votre pays ; faite la chasse aux dissidents, aux indifférents, aux sceptiques ».

Que de leçons de classe contenues dans ces quelques phrases, les chefs conciliateurs du mouvement ouvrier ne les comprendront jamais. Les patrons partisans de la « chaussette à clous » envers leurs collègues non syndiqués, voilà qui rappelle les pratiques utilisées par nos camarades du bâtiment contre les « renards ».

Face à un patronat de combat qui prépare minutieusement la lutte contre les exploités, nous pouvons résister et vaincre avec la même arme : la lutte de classe intransigeante, excluant tout sectarisme comme toute faiblesse.

Les mineurs belges trahis ont leurs salaires diminués

Les mineurs belges ont la semaine de 45 heures. Poursuivant leur politique de déflation, les requins que président aux destinées du trust minier cherchent à imposer la journée de 8 heures et une diminution de 7,5 % des salaires.

Les dirigeants du P.O.B. et de la C.G.T., suivis par les staliniens, proposent pour résister une pétition au roi. La pétition qui a recueilli quelques milliers de signatures se termine par la phrase suivante : « Les soussignés présentent à Sa Majesté leurs profonds sentiments de fidélité. »

Pendant que les mineurs sont amusés par leurs dirigeants, les patrons poursuivent leur offensive et lockoutent les résistants. C'est ainsi que 4.500 ouvriers des puits du Levant et du Flénu ont été jetés sur le pavé.

Les interventions courageuses de nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire sont à signaler. La tâche est extrêmement difficile pour remonter le courant.

Veulent-ils la scission ?

Réformistes et néo-réformistes se partagent la direction de la C.G.T. Les premiers sont majoritaires au Bureau confédéral et à la Commission Administrative et cependant ils ne peuvent pas gouverner, les seconds font ce qu'il veulent et peu à peu gagnent les postes de secrétaires d'Unions locale et départementale. Bientôt, le Comité confédéral national, formé par les secrétaires d'Unions départementales et de Fédérations, sera à majorité stalinienne. Or, c'est lui qui élit à la fois la C.A. et le Bureau confédéral.

Que va-t-il se passer ? Les réformistes voudraient bien le savoir. Dumoulin se le demande avec anxiété et conclut ainsi, dans un article de « Syndicats » :

« Si l'on veut enrayer le mal, il faudra aller à sa source, non pas avec de la tisane et des cataplasmes, mais avec les instruments de chirurgie. »

Que veut donc l'homme de la scission ? Cherche-t-il simplement à réveiller ses frères endormis ?

Une série d'indices peut donner une idée des intentions des « Amis de Syndicats ».

Après septembre 1938, le « munichois » Raverat fonde à Lyon une Fédération autonome des cheminots qui s'est développée à Lyon et dans la Vallée du Rhône jusqu'à Marseille. Dans la Fédération des fonctionnaires, le Syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'Etat vote à son Congrès du 19 juin (auquel Belin représentait la C.G.T.) une résolution dans laquelle il demande à la Fédération des fonctionnaires de se retirer de la C.G.T., sinon il démissionnera de la C.G.T. tout en cherchant à rester affilié à la même Fédération. A Lille, les socialistes forment un Syndicat autonome des traminots. Dans la Loire, 29 Syndicats représentant 11.200 syndiqués font la grève des cotisations envers l'Union départementale ; ils sont animés par les dirigeants de la « Voix Syndicaliste », organe local qui est une démarcation gauchiste de « Syndicats ». Dans le bâtiment, des grèves de cotisation ont lieu, des amorces de rupture vers l'autonomie se produisent notamment à Lyon. Toujours à Lyon, une équipe de métallurgistes syndiqués de chez Berliet essaie de constituer un Syndicat autonome. Dans la Région Parisienne, l'idée de la création d'une Fédération de l'Air est propagée ; « si le Bureau confédéral refuse son adhésion, disent les propagateurs, la Fédération sera autonome ». Chez les boulangers, le secrétaire Boville n'hésite pas à suspendre un certain nombre de staliniens, coupables de travail fractionnel.

Nous ne concluons pas de ces faits que réformistes et staliniens se sépareront dans la C.G.T. Leur politique commune d'union sacrée les lie et si la guerre menace la bourgeoisie ne permettra pas aux premiers de se servir des « instruments de chirurgie » sans précaution, elle ne veut pas de discussions trop violentes ayant trop besoin de l'union de tous pour la guerre.

Pendant ce temps, le Cercle syndicaliste lutte de classe, continue à approfondir son influence, tout en subissant l'effet du recul général. Tout est relatif.

L. B.

Je n'ai pas la moindre intention de présenter à votre parti des exigences extraordinaires : il vient seulement de se séparer de la social-démocratie ; il n'a connu aucune autre école. Mais il s'est séparé **sur la gauche**, dans une période de profonde crise, et cela lui ouvre de sérieuses possibilités de développement révolutionnaire. C'est de là que je pars : sinon je n'aurais pas eu la moindre raison de m'adresser à Marceau Pivert avec une lettre à laquelle il a , hélas ! répondu en continuant de jouer à cache-cache. Marceau Pivert ne se rend pas compte de la véritable situation de votre parti, il écrit qu'en septembre, lors de la crise internationale, le parti s'est trouvé à la hauteur. Je souhaite de tout cœur que cette appréciation fût exacte. Mais aujourd'hui, elle me semble trop précipitée. Il n'y a pas eu la guerre. Les masses ne se sont pas trouvées placées devant le fait accompli. La peur de la guerre dominait dans la classe ouvrière et parmi la petite bourgeoisie. C'est à- ces tendances d'avant-guerre que votre parti a donné une expression dans les mots d'ordre abstrait de l'internationalisme. Mais n'oubliez pas qu'en 1914 la social-démocratie allemande et le parti socialiste français se maintinrent très « internationalistes », très « intransigeants » — jusqu'au moment où éclata le premier coup de canon. Le « Vorwaerts » changea si brusquement sa position, le 4 août, que Lénine se demanda si ce numéro n'était pas un faux de l'Etat-Major allemand. Bien entendu, on ne peut que saluer le fait que votre parti en septembre n'est pas entré dans la voie du chauvinisme. Mais ce n'est encore qu'un mérite négatif. Affirmer que votre parti a passé un examen d'internationalisme révolutionnaire, c'est se contenter de trop peu, c'est ne pas prévoir l'offensive enragée qui surviendra, en cas de guerre, de la part de l'opinion publique bourgeoise, y compris son agence social-patriote et communo-chauvine. Pour préparer le parti à une telle épreuve, il faut dès maintenant polir et repolir sa conscience, tremper son intransigeance, aller jusqu'au bout de toutes les idées, ne pas faire grâce aux amis perfides. En premier lieu, il faut rompre avec les francs-maçons (qui sont tous des patriotes) et les pacifistes, du genre de Maxton, et tourner la face vers la Quatrième Internationale — non pour se mettre dès maintenant sous son drapeau — personne ne le demande — mais pour s'expliquer honnêtement avec elle sur les problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne.

C'est précisément vu l'approche de la guerre que toute la réaction mondiale et surtout son agence staliniste font provenir tous les maux du « trotskysme » et dirigent contre lui leurs principaux coups. D'autres reçoivent quelques coups en passant, se faisant aussi traiter de « trotskystes ». Ce n'est pas par hasard. Les groupements politiques se polarisent. Le « trotshysme », c'est pour la réaction et ses agents la menace internationale de la révolution socialiste. Dans ces conditions, les centristes de diverses nuances, effrayés par la pression croissante de la réaction « démocratique »-staliniste, jurent à chaque pas : « Nous ne sommes pas trotskystes », « Nous sommes contre la Quatrième Internationale », Nous ne sommes pas si mauvais que vous le croyez ». C'est jouer à cache-cache. Mon cher Guérin, il faut en finir avec ce jeu indigne !

SENSIBILITE PERSONNELLE ET INTRANSIGEANCE IDEOLOGIQUE

Pivert déclare d'un ton assez hautain que lui et ses amis — évidemment, à la différence de nous, les pêcheurs — sont étrangers aux considérations de caractère personnel ou de tendance. Ces paroles ne sont elles pas étonnantes ? Comment peut-on placer sur le même plan des condisédations de caractère personnel et principiel (« de tendance ») ? Les préoccupations et les griefs personnels jouent un très grand rôle chez les semi-révolutionnaires petits-bourgeois, chez les francs-maçons, en général chez tous les centristes orgueilleux et ombrageux, parce que manquant d'assurance en eux-mêmes. Mais les considérations « de tendance », c'est le souci du programme politique, de la méthode, du drapeau. Comment peut-on dire que l'intransigeance idéologique est « indigne » de notre époque, alors que celle-ci, plus qu'aucune autre, exige de la clarté, de l'audace et de l'intransigeance ?

Dans la franc-maçonnerie se réunissent des gens de différentes classes, de différents partis, avec des intérêts différents et avec des fins **personnelles** différentes. Tout l'art de la direction de la franc-maçonnerie consiste à neutraliser les tendances divergentes et à aplanir les contradictions entre les groupes et les cliques (dans l'intérêt de la « démocratie » et de l'« humanité », c'est-à-dire de la classe dominante !). On s'habitue ainsi à parler à haute voix de tout, sauf de l'essentiel. Cette morale fausse, hypocrite, frelatée, imprègne en France, directement ou indirectement, la majorité des chefs ouvriers officiels. Marceau Pivert lui-même est pénétré de l'influence de cette morale. Il lui semble que nommer à haute voix un fait désagréable, c'est une inconvenance. Nous, nous jugeons criminel de taire les faits qui ont une importance pour la lutte de classe du prolétariat. C'est là la différence fondamentale de notre morale.

Pouvez-vous, Guérin, répondre clairement et franchement aux ouvriers: Qu'est-ce qui lie Pivert à la maçonnerie? Je vous le dis : C'est ce qui le sépare de la Quatrième Internationale, c'est-à-dire l'indécision sentimentale petite-bourgeoise, la dépendance envers l'opinion publique officielle. Si quelqu'un me déclare qu'il est matérialiste et qu'en même temps il se rend à la messe le dimanche, je dis que son matérialisme est faux. Il peut bien crier que je suis intolérant, que je manque de tact, que j'attente à sa « personnalité », etc. Ceela ne m'émeut pas. Combiner le socialisme révolutionaire à la franc-maçonnerie est aussi inconcevable que combiner le matérialisme au catholicisme. Le révolutionnaire ne peut avoir politiquement deux domiciles : l'un avec la bourgeoisie (pour l'âme), l'autre avec les ouvriers (pour la politique courante). La duplicité est incompatible avec la révolution prolétarienne. Excluant toute stabilité interne, la duplicité engendre la sensibilité, la susceptibilité, la timidité intellectuelle. A bas la duplicité, Guérin !

LE SECTARISME

Quand Marceau Pivert parle de notre « sectarisme ». (Nous ne nions pas la présence de tendances sectaires dans nos rangs et nous luttons contre elles) et de notre isolement des masses, il démontre de nouveau son incompréhension de l'époque présente et de son propre rôle dans celle-ci. Oui, nous sommes encore isolés des masses. Par qui ou par quoi ? Par les organisations du réformisme, du stalinisme, du patriotisme, du pacifisme et par les groupements centristes intermédiaires de tout genre, dans lesquels s'exprime — parfois sous une forme extrêmement indirecte et complexe — le réflexe d'auto-défense du capitalisme expirant. Marceau Pivert, tout en **empêchant un groupe** déterminé d'ouvriers de pousser leurs idées jusqu'au bout et tout en **isolant** ainsi ces ouvriers du marxisme, nous reproche d'être isolés des masses. L'un de ces isolateurs, c'est le centrisme; un élément actif de cet isolateur, c'est Pivert. Notre tâche consiste précisément à écarter ces « isolateurs » : convaincre les uns et les conquérir à la cause de la révolution, démasquer et anéantir les autres. Pivert s'effraie tout simplement du fait de l'isolement des révolutionnaires pour rester tout près des pacifistes, des confusionnistes et des francs-maçons, remettre à un avenir indéterminé les questions sérieuses, invoquer le « rythme » incorrect et le mauvais « ton » — en un mot, faire obstacle à la conjonction du mouvement ouvrier et du marxisme révolutionnaires.

Marceau Pivert apprécie peu nos cadres parce qu'il n'a pas compris le fond des questions qui se trouvent actuellement à l'ordre du jour. Il lui semble que nous nous occupons de couper des cheveux en quatre. Il se trompe profondément. De même que le chirurgien doit apprendre à distinguer chaque tissu, chaque nerf, pour manier correctement le bistouri, de même le militant révolutionnaires doit examiner soigneusemet et minutieusement toutes les questions et en tirer les dernières conclusions. Marceau Pivert voit le sectarisme là où il n'est pas.

Il est remarquable que tous les véritables sectaires, du genre de Sneevliet, de Vereecken, etc., gravitent autour du Bureau de Londres, du P.O.U.M., de Marceau Pivert. L'énigme est simple : le sectaire est un opportuniste qui craint son propre opportunisme. D'autre part, l'amplitude des oscillations du centriste va du sectarisme à l'opportunisme. De là, leur attraction réciproque. Le centriste ne peut être à leur tête que pour un bref moment passager. Seul le marxiste révolutionnaire est capable de se frayer un chemin vers les masses.

LA IVe INTERNATIONALE

Vous répétez les vieilles phrases selon lesquelles il faut d'abord « convaincre les masses » de la nécessité de la Quatrième Internationale et qu'ensuite seulement il faut la proclamer. Cette opposition n'a absolument rien de réel, rien de sérieux, n'a aucun véritable contenu. Les révolutionnaires qui sont pour un programme déterminé et pour un drapeau déterminé se rassemblent à l'échelle internationale pour lutter pour la conquête des masses. C'est précisément ce que nous avons fait. Nous éduquerons les masses par les expériences du mouvement. Vous voulez les éduquer « préalablement ». Comment ? Par l'alliance avec le laquais impérialiste Maxton ou avec le prêtre centriste Fenner Brockway ou avec les amis franc-maçons ? Pensez-vous sérieusement que ce public-là éduquera les masses pour la Quatrième Internationale ? Je ne puis que rire amèrement. Le bien connu Jakob Walcher, vulgaire social-démocrate, enseigna longtemps à Marceau Pivert que pour la Quatrième Internationale, « il n'était pas encore temps » et maintenant il s'apprête à passer dans la Deuxième Internationale, où il a d'ailleurs sa place. Quand les opportunistes invoquent le fait que la masse ne serait pas mûre, ce n'est d'ordinaire que pour masquer leur immaturité. **Toute** la masse ne sera jamais mûre sous le capitalisme. Les différentes couches de la masse mûrissent à différents moments. La lutte pour la « maturation » de la masse commence avec une minorité, avec une « secte », avec une avant-garde. Il n'y a et ne peut y avoir d'autre voie dans l'histoire.

Sans avoir encore de doctrine, de tradition révolutionnaire, de programme clair, de masses vous n'avez pas craint de proclamer un nouveau parti. Avec quel droit ? Evidemment, vous croyez que vos idées vous donnent le droit à la conquête des masses, n'est-ce pas ? Pourquoi donc vous refusez-vous à appliquer le même critère à l'Internationale ? Uniquement parce que vous ne savez pas vous élever jusqu'au point de vue international. Un parti national (même si c'est sous la forme d'une organisation initiatrice) est pour vous une nécessité vitale, mais un parti international, cela ressemble à un luxe, et cela peut attendre. C'est mal, Guérin, fort mal !

POUR UNE FUSION HONNETE

Marceau Pivert propose au lieu de la fusion des organisations un « front unique ». Cela a un air solennel, mais ne contient pas grand'chose. Un « front unique » a un sens quand il s'agit d'organisations de masse. Mais ce n'est pas le cas. Avec l'existence séparée des organisations, des accords épisodiques en telles ou telles occasions sont, assurément, inévitables. Mais ce qui nous intéresse, ce ne sont pas des cas isolés, mais toute la politique. La tâche centrale est le travail à l'intérieur des Syndicats, la pénétration dans les partis socialiste et communiste. Cette tâche ne peut se résoudre par un « front unique», c'est-à-dire par le jeu diplomatique de deux faibles organisations. Il faut une concentration des forces sur un programme déterminé pour pénétrer avec des forces unies dans les masses. Sinon on perd tous les « rythmes ». Il reste très, très peu de temps.

(*Suite page 4.*)

LA PAGE DES JEUNES - REVOLUTION

Les organisations de masse de la Jeunesse

La question de l'organisation politique de la jeunesse travailleuse parallèlement à celle des adultes reste une des questions fondamentales de la construction d'un Parti révolutionnaire puissant en France.

De par leur situation en flèche en face du patronat (exploitation particulièrement féroce, conditions d'apprentissage lamentables), en face de l'Etat bourgeois (chômage provoqué par la crise capitaliste, service militaire de 2 ans et maintien sous les drapeaux des libérables en vue du proche carnage impérialiste), les jeunes ouvriers constituent la partie du prolétariat la plus exposée aux coups de l'adversaire de classe.

D'autre part, la situation sans espoir pour le plus grand nombre de jeunes petits-bourgeois, employés, étudiants, etc., doit théoriquement rallier cette couche au reste de la jeunesse travailleuse. Mais cette adhésion de petits-bourgeois et d'intellectuels à la révolution a comme condition « sine qua non » la propre organisation des jeunes travailleurs dans des organisations de lutte de classe syndicales et pré-syndicales.

C'est pourquoi nous devons considérer cette tâche (la constitution de puissantes organisations de masse de la jeunesse ouvrière) comme la première que doivent se fixer les jeunes militants révolutionaires.

Si la jeunesse afflua dans les Syndicats au moment de juin 36, si elle donna une bonne partie de ses membres aux cadres ouvriers qui se formèrent à cette époque, la grande masse des jeunes, entraînée un moment dans la lutte active, reflua vite, trahie qu'elle fut, plus encore que le reste de la classe ouvrière, par les directions des partis et syndicats ouvriers. En effets, les revendications de cette partie de la classe ouvrière, comme celles des autres couches les plus déshéritées du prolétariat : femmes travailleuse, ouvriers agricoles, etc., furent complètement délaissées par la C.G.T. et en général par toutes les organisations du Front Populaire. D'autre part, la situation crée par les 5×8, en laissant plus de liberté aux jeunes, permirent aux organisations réformiste et stalinienne et au gouvernement de canaliser les sentiments progressifs des jeunes vers les loisirs officiels qui servirent ainsi de frein à la lutte revendicative.

Mais si les jeunes ne bénéficièrent qu'imparfaitement des lois sociales obtenues en juin 36, si leurs principales aspirations furent étouffées, notamment celle du salaire égal à travail égal, ils n'en furent pas moins les **premiers** atteints par les mesures des gouvernements qui se succédèrent depuis 1936.

Successivement, les 40 heures, la semaine des deux dimanches leur furent retirées et avec elles les loisirs qu'ils avaient arrachés au patronat.

Un grand mécontentement commence à se faire jour dans les rangs de la jeunesse ouvrière, mécontentement qui ne doit pas cette fois être détourné de son véritable but par les bonzes des Syndicats et des partis ouvriers.

Si la politique de pénétration dans les organisations de loisirs fut justifiée pendant toute la période qui précéda le 30 novembre 1938, si elle demeure encore en partie justifiée du fait de l'influence qu'exercent encore ces organisations sur une partie importante de la jeunesse, surtout petite-bourgeoise et estudiantine, il n'en demeure pas moins que la tâche principale, **fondamentale** des jeunes révolutionnaires à l'étape actuelle est de s'attacher à faire sortir de ce mécontentement de la jeunesse travailleuse, au travers de ses organisations de masse, en développant celles-ci et en en prenant la tête, le mouvement qui permettra à la classe ouvrière de France de reconquérir par de nouvelles luttes les avantages perdus depuis juin 36 et d'aller au delà.

Une grande partie des ouvriers qualifiés sort des écoles professionnelles soit de l'Etat soit privées (patronales), ainsi que des cours organisés çà et là par des municipalités ouvrières et des Syndicats. Une partie plus réduite, utilisée dès la sortie de l'école primaire en qualité de main-d'œuvre non qualifiée et à bon marché (manœuvres) se forme dans des cours d'enseignement technique — quelques heures par semaine — ou dans des cours du soir.

Parmi ces éléments-là, à qui la qualification devrait assurer après leur apprentissage de larges débouchés, mais dont l'âge est un obstacle à des salaires égaux à ceux de leurs camarades adultes, les jeunes révolutionnaires doivent être au premier rang, les organiser, les **souder** dans une puissante organisation défendant leurs intérêts généraux en tant qu'apprentis, ainsi que les revendications particulières de chaque catégorie.

Mettre debout une organisation de ce genre, groupant indistinctement les élèves des écoles nationales professionnelles, des cours privés, des apprentis, etc., telle est la tâche numéro 1 de ceux qui veulent vraiment frayer une voie à la jeunesse de ce pays, la lier étroitement à la classe ouvrière pour l'entraîner vers de nouvelles luttes comme élément moteur de ces luttes.

En dehors de cette catégorie si intéressante de la jeunesse, une autre partie, les jeunes ne possédant pas de qualification précise ou l'ayant acquise en dehors des cours organisés, doit retenir notre attention. Nous avons vu que pour les premiers, le titre d'ouvrier qualifié ne suffisait pas à les mettre sur le même pied que leurs camarades adultes. Mais que dire de ceux qui, sortis de l'école primaire ou des cours complémentaires, se trouvent à 15 ou 16 ans jeté dans la production en tant que manœuvres, employés aux écritures, etc., à des salaires dérisoires et dans des conditions de travail épouvantables, quand ils ont encore la chance de trouver du travail.

A ces jeunes, noyés dans le tourbillon de la vie et de la misère capitalistes, il faut une organisation qui convienne à leur désir de lutte pour le droit à la vie et au travail. Il leur faut en même temps une organisation qui, en partant de leur révolte instinctive contre le régime qui les réduit à une demi-famine, développe leur conscience de classe et fasse d'eux de véritables militants ouvriers.

Or, si l'organisation politique de la jeunesse ouvrière peut en organiser une partie, la plus consciente, la plus combattive, il est clair qu'elle a besoin d'une forme d'organisation beaucoup plus élémentaire pour mener la lutte pour ses besoins essentiels.

En dehors des Syndicats qui, par leur politique, éloignent une grande partie de ces jeunes, ceux-ci doivent trouver place dans des organisations pré-syndicales qui les forment à la lutte de classes par l'action pour les revendications générales, en même temps que par une éducation révolutionnaire. C'est là le but des organisations de jeunesses syndicales.

Les militants jeunes du P. O. I., à qui l'expérience de ces dernières anées de luttes ouvrières doit profiter, sauront s'orienter dans cette voie, développer et combiner le travail dans ces deux directions, se placer résolument à la tête des luttes des jeunes et préparer ainsi les cadres ouvriers décisifs pour l'existence d'une organisation de jeunesse révolutionnaire.

Nous étudierons prochainement dans le détail le travail précis à entreprendre pour parvenir à ce but.

PH.

Mourir pour la Patrie..

(air connu)

Au son de cet air militaire sans doute, et au son d'une marche funèbre, M. Campinchi a éloquemment prononcé l'oraison de ceux qui sont morts dans le « Phénix » « aux avants-postes de l'Empire ».

Victimes de la guerre impérialiste avant la lettre, vous du « Squalus », du « Thétis » et vous aussi du « Phénix »,

Vous n'êtes, hélas ! pas les premiers. Rappelons-nous depuis la der des ders, les quelques catastrophes qui ont endeuillé la « marine française », le « Prométhée », le « Gaston-Rivier », le « Bizon », autant de bagnes flottants, autant de cercueils pour les matafs et aussi autant d'occasions de discours ministériels et de papelards des valets de plume pour s'apitoyer et verser des larmes de crocodile sur les victimes, mais surtout et avant tout sur la perte des plus belles unités de « notre marine de guerre ».

« Paris-Soir », « L'Œuvre », ont fait, croquis à l'appui, les éloges de nos beaux sous-marins, de la sécurité qui règne à bord de ces yachts. Ils veulent faire croire qu'il n'y a aucun danger, que l'on est aussi bien dans un sous-marin que sur le « plancher des vaches ».

Parlons un peu sécurité : Un sous-marin peut plonger à peine en une minute. Si des matafs sont sur le pont, un coup de sirène prévient qu'il faut descendre à l'intérieur, il faut faire vite, car aussitôt le dernier rentré, on ferme. Paré partout ! On plonge...

Les cartes sous-marines sont bien faites, mais il est possible qu'il y ait des erreurs, et boum, on cogne dans la roche inconnue ou dans le fond qui a un peu chahuté.

Un sous-marin, ça ne peut pas descendre à n'importe quelle profondeur, la coque est prévue pour une résistance déterminée de x kilos. Au-dessus de la pression prévue, 1 kg au cm2 par mètre de profondeur, les gars qui sont dedans sont écrasés. On se fout de nous quand on raconte que l'on peut aller repêcher un sous-marin. Alors... pourquoi le « Thétis » n'a-t-il pu être ramené avant que les gars soient morts, puisqu'il émergeait de 6 mètres ? Au-dessus de la résistance prévue, 8 mètres de profondeur en moyenne, ça s'écrase.

Si une voie d'eau se déclare à bord, la pression en fait immédiatement un grave danger et le bateau peut s'incliner. Dans ce cas, les accus débordent, des pannes d'électricité se produisent par suite des court-circuits et les appareils sont foutus. La voie d'eau remplit les accus et la réaction chimique produite par le contact de l'eau de mer avec l'acide sulfurique contenu dans ceux-ci, produit des émanations toxiques, et les gars crèvent comme n'importe quel « biffin » avec l'hypérite.

Voilà la sécurité qu'il y a. On parle d'évacuer les sous-marins, de trouver un truc, mais on ne dit pas que l'eau aurait vite fait d'envahir partout même si le yacht reposait horizontalement, et alors on meurt comme un vulgaire noyé.

Voilà la vérité sur la sécurité dans ces engins, MM. les scribes-aux-ordres.

La vie est belle à bord, pompon rouge, col bleu, c'est bon pour les images et les affiches de retape : « Engagez, Rengagez ». Il faut manger, même en plongée, la « bonne » cuisine qui dégage des odeurs quelque peu désagréables. Au bout d'une journée sous l'eau, les yeux vous piquent un peu, la gorge est mal à l'aise, le bonhomme s'en ressent et une erreur dans le turbin, voilà le rafiot en mauvaise posture.

La vérité, c'est que ces engins fabriqués pour tuer les autres commencent déjà à nous tuer nous-mêmes.

On a fait des phrases en parlant du malheur qui unit les peuples des grandes démocraties.

Nous pouvons dire que le malheur pour nous, c'est d'être forcé de monter dans ces engins, et que le malheur suprême, c'est d'être, tant en pays dits démocratiques qu'en pays fascistes, sous le joug du capitalisme.

Ils sont morts aux avants-postes de l'Empire pour préparer la future der des ders et pour défendre les rapines des impérialismes franco-anglais.

Non, Messieurs, l'exemple de ceux qui viennent de crever comme des rats dans les sous-marins n'est pas perdu pour nous, s'il ne l'est pas non plus pour vous. L'exemple est vivant pour nous, nous nous en souviendrons !

Où va la J.S.O.P?

La J.S.O.P. va avoir bientôt son congrès national. Cette jeune organisation se trouve dans une position très difficile : le P.S.O.P., voyant qu'elle évolue vers une position révolutionnaire claire, non seulement ne l'aide pas, mais fait tout pour la briser. Au dernier congrès de ce parti, une motion a été présentée tendant à supprimer les Jeunesses purement et simplement. Il est savoureux de voir que ceux-là mêmes qui luttaient avec vigueur à nos côtés dans le Parti socialiste pour une Jeunesse autonome, contre la conception réactionnaire de la direction du Parti, maintenant âgés de quelques années de plus, assagis, réclament la suppression de la J.S.O.P. Il ne s'agit pas simplement de l'incompréhension totale du rôle de la jeunesse à l'heure actuelle, rôle primordial dans la lutte anti-militariste. Il s'agit, avant tout, dans l'esprit des dirigeants du P.S.O.P., d'une crainte qui domine toute préoccupation : la crainte d'une organisation « trotzkyste ».

« Trotzkyste », cela veut dire pour eux : position intransigeante sur le défaitisme révolutionnaire, position claire sur la question internationale, contre la franc-maçonnerie, etc. En ce sens-là, leurs craintes sont justifiées : la J.S.O.P., dans laquelle d'abord les J.C.I., ensuite nos camarades J.S.R. sont rentrés, tend à élaborer une position sans ambiguité sur des questions aussi essentielles que celle du défaitisme. C'est, à l'heure actuelle, la seule organisation révolutionnaire des Jeunesses en France, et en tant que telle elle mérite notre sympathie et notre attention. Les J.S.R. sont rentrés dans la J.S.O.P. sans se préoccuper des formalités qui pourraient gratifier leur amour-propre, et ont renoncé à leur journal « Révolution », déjà connu par les jeunes ouvriers ; leur rôle est de jouer une part importante dans ce regroupement des forces révolutionnaires des jeunes qui s'opère, en le dirigeant vers une position politique claire et en s'efforçant d'appliquer dans l'action leurs principes révolutionnaires.

Il nous semble cependant que la J.S.O.P. ne fait pas encore assez pour attirer vers elle les jeunes ouvriers. A l'heure actuelle, ces camarades sont trop préoccupés d'affirmer leur solidarité avec les six camarades J.C.I. exclus sous prétexte de leurs liens avec Molinier, et pas assez à affirmer leur position plus fermement encore dans l'action.

Ce qu'il faut, c'est *recruter ;* c'est en agissant que les positions se clarifient et qu'on avance politiquement. Il nous semble qu'à l'heure actuelle les camarades de la J.S.O.P. n'en tiennent pas assez compte. Ils ne font pas assez pour captiver, par exemple, les jeunes communistes, qui groupent encore, il ne faut pas l'oublier, un nombre important des jeunes ouvriers dupés par les mots d'ordre démagogiques du P.C. Ils n'organisent pas énergiquement, dans toute la Jeunesse, une action vers les entreprises qui, seule, pourra en faire une vraie organisation de la Jeunesse Ouvrière. Ils négligent complètement la propagande vers la J.O.C., jusqu'aujourd'hui, malheureusement, l'organisation groupant le plus de jeunes. Leur action dans les Auberges de la Jeunesse est diffuse, sans unité, tout en prenant trop de place dans leurs perspectives.

Nous sommes sûrs que les camarades des J.S.O.P. comprennent que ces critiques, venant du P.O.I., sont faites dans un esprit amical, qu'elles proviennent du souci que nous avons pour qu'une organisation puissante de la jeunesse révolutionnaire en France se développe. Le problème de la jeunesse est lié dans notre pensée intimement avec le problème du parti adulte, et ne peut pas être détaché de lui. Nous sommes sûrs que tôt ou tard les camarades vraiment révolutionnaires des J.S.O.P. s'apercevront, dans l'action même, qu'il leur est impossible de développer une action sérieuse et non équivoque dans le cadre que leur assigne le P.S.O.P. Plus ils avanceront dans cette voie, et plus ils seront brimés, jusqu'à une impossibilité totale d'agir. Les chefs du parti qualifiant de « trozkyste » leur ligne révolutionnaire, agitent déjà contre eux les membres du parti : quand ils seront sûrs de la majorité, ils supprimeront les Jeunesses.

Nous disons à ces camarades : la seule forme capable de laisser aux jeunes leur plein développement est une Jeunesse vraiment autonome, mais s'appuyant sur un parti révolutionnaire qui, politiquement, les guide et les aide. Malheureusement, un parti révolutionnaire est bien plus difficile à construire qu'une Jeunesse. Ce fait crée un décalage très difficile à résoudre. Il nous semble cependant essentiel que les camarades de la J.S.O.P., tout en construisant leur propre organisation, se rendent compte que la construction d'un parti révolutionnaire en France, qui ne sera pas un parti centriste oscillant de gauche à droite, les touche directement, et que sans un Parti révolutionnaire, il n'y aura pas de Jeunesses Révolutionnaires.

LA COMMISSION DES JEUNES

Léon Trotsky à Daniel Guérin

(*Suite de la page 3.*)

A la différence de Pivert, vous estimez personnellement que la fusion est possible et nécessaire, mais, ajoutez-vous, à la condition que ce soit une fusion loyale, honnête. Qu'entendez-vous par là ? Le renoncement à la critique ? La rémission réciproque des péchés ? Notre section française mène avec un programme déterminé et avec des méthodes déterminées la lutte pour ses conceptions. Elle est prête à lutter en commun avec vous pour ces conceptions ; elle est prête à lutter dans vos rangs pour ses idées — par les méthodes qu'assure toute organisation prolétarienne saine. C'est cela que nous considérons comme une unité honnête.

Qu'est-ce que Pivert entend par unité honnête ? « Ne touchez pas à ma franc-maçonnerie, c'est mon affaire personnelle. » « Ne touchez pas à mon amitié avec Maxton ou avec Fenner Brockway. » Permettez : la franc-maçonnerie est une organisation de l'ennemi de classe ; Maxton est un laquais pacifiste de l'impérialisme. Comment peut-on ne pas lutter contre eux ? Comment peut-on ne pas expliquer à tous les membres du parti que l'amitié politique avec ses messieurs, c'est une porte ouverte à la trahison ? Cependant, notre critique de Maxton semble è Pivert déloyale ou... « secondaire ». Pourquoi des soucis superflus ? Il faut vivre et laisser vivre les autres. Dans la question de la loyauté politique, nous avons des critères différents, pour ne pas dire opposés, de ceux de Marceau Pivert. Il faut le reconnaître ouvertement.

Quand j'ai écrit à Pivert, je ne me faisais pas de grandes illusions, mais je ne renonçais pas à l'espoir d'un rapprochement avec lui. La réponse de Pivert m'a montré que nous avons affaire avec lui à un centriste organique qui sous l'influence des événements révolutionnaires se déplacera plutôt vers la droite que vers la gauche. Je serais heureux de me tromper. Mais à l'étape présente, je ne puis me permettre un jugement optimiste.

Quelle est la conclusion, me demandez-vous ? Je n'identifie pas Pivert à votre jeune organisation. LaL fusion avec elle me semble possible. La technique de la fusion ne dépend pas de moi : c'est l'affaire des camarades qui travaillent sur place. Je suis pour une fusion **honnête** dans le sens indiqué plus haut : poser clairement et tranchement devant tous les membres des deux organisations toutes les questions de la politique révolutionnaire. Personne n'a le droit de faire le serment de sa sincérité et de se plaindre de l'esprit chicanier de l'adversaire. Il s'agit du sort du prolétariat. On ne peut s'appuyer sur les bons sentiments d'individus isolés, mais sur la politique conséquente d'un parti. Si on allait jusqu'à la fusion, ce que je veux espérer, et si la fusion ouvrait une discussion sérieuse, je vous prierais de considérer ma lettre comme une contribution, venue de loin, à cette discussion.

Avec mon sincère salut.

L. TROTSKY

Coyoacan, D.F., le 10 mars 1939.

Le Gérant : R. SERVAIS.

CARRE-PIERSON, Imprimeurs
35, boul. de Strasbourg, Paris

Le code Pomaret contre les chômeurs

Les victimes de la crise du régime capitaliste voient leurs conditions d'existence déjà misérables s'aggraver encore par l'application du Code Pomaret.

A de multiples vexations, s'ajoutent les menaces de radiation sous des prétextes toujours plus nombreux, tandis que les expulsions se multiplient. Par un décret du 6 mai, le ministre du Travail a la possibilité de décider la suppression des allocations de chômage EN BLOC dans les corporations où il ESTIMERA que le nombre des offres d'emploi est supérieur à celui des demandes. La menace pèse déjà sur les valets et femmes de chambre, sur les bonnes en chômage, qui refusent des salaires de famine.

Le nouveau code qui régit les sans-travail permet ainsi au gouvernement de publier des communiqués constatant la diminution du nombre des chômeurs. C'est effectivement le nombre des chômeurs secourus qui a diminué et non celui des travailleurs inoccupés. Alors que les statistiques officielles donnent 356.045 chômeurs à la date du 17 juin 1939, il y en a réellement trois fois plus, sans comprendre les chômeurs partiels qui se trouvent surtout dans les industries du textile, des cuirs et peaux, de la céramique, etc.

Le nouveau code du chômage supprimait la subvention de l'Etat aux caisses des communes pour les jours de fête et les dimanches. Un début de résistance a fait reculer le gouvernement sur ce point, la date d'application est reportée au 30 novembre. La protestation des intéressés commence à se manifester, elle est encore bien faible et la parodie de Congrès des chômeurs organisé par l'Union des Syndicats de la Région Parisienne le 27 juin, ne peut être le point de départ d'un vaste rassemblement. Pour s'opposer aux expulsions ou aux radiations, pour obtenir une augmentation des allocations, pour revendiquer du travail, alors que le régime des heures supplémentaires se poursuit, il faut employer des méthodes plus énergiques que celle des délégations dans les Ministères ou des protestation par l'intermédiaire des parlementaires.

Malgré que l'allocation de chômage soit restée à 12 fr., dans la Seine, les vieux travailleurs qui touchent cette allocation ont eu peur du vote de la retraite aux vieux. Celle-ci aurait été, en effet, de 5 fr. par jour seulement. Le gouvernement de la vie chère s'est opposé malgré cela au projet de retraite, car le nombre des vieux non secourus est tellement important que l'institution d'une retraite lui aurait coûté plus cher et il ne veut pas ronger sur le budget de guerre.

Camarades chômeurs, vieux travailleurs, vous ne pourrez défendre victorieusement vos revendications qu'en vous opposant à la politique d'union sacrée.

Pour une allocation de chômage à tous les sans-travail,

pour une retraite décente aux vieux travailleurs,

contre l'inique code du chômage,

prélèvement sur les budgets de guerre et de police !

AUX ABONNES DE « REVOLUTION » ET DE « LA LUTTE OUVRIERE »

Comme nous l'annonçons en 1re page, « **REVOLUTION** » est contrainte de cesser sa parution par suite de graves difficultés.

En conséquence, les abonnés du journal seront automatiquement abonnés pour la même durée à la « **LUTTE OUVRIERE** », où il trouveront d'ailleurs une page entière consacrée aux problèmes de la jeunesse.

D'autre part, l'effort de nos amis en faveur de « **LA LUTTE** » s'étant relâché, nous ne pourront assurer pour le moment qu'une parution mensuelle à notre journaul.

Nous faisons un pressant appel à nos sympathisants pour qu'ils s'abonnent ou se réabonnent et qu'ils s'inscrivent à notre fonds permanent de soutien.

Veuillez noter notre nouveau compte chèque postal, auquel doivent être faits tous les envois de fonds : **P. GALETTI, 32-532 Paris.**